



9 juin 2011

## RDC : Améliorer la protection des civils avant les élections

### **L'ONU devrait allouer des ressources supplémentaires pour répondre aux attaques de la LRA et à de possibles violences liées aux élections**

Le Conseil de sécurité des Nations Unies devrait faire en sorte que la mission onusienne en République démocratique du Congo (MONUSCO) dispose de ressources suffisantes et appropriées pour protéger les civils des attaques conduites par l'Armée de résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, LRA) et prévenir la violence liée aux élections, a déclaré aujourd'hui une coalition de 47 organisations internationales et congolaises. La coalition affirme que la mission de l'ONU, dans sa forme actuelle, n'est pas suffisamment préparée pour répondre aux nombreux défis posés par la violence continue perpétrée par différents groupes, notamment dans les provinces orientales des Kivu, et par les élections à venir.

Le Conseil de sécurité va être informé de la situation en République démocratique du Congo (RDC) aujourd'hui et tenir des consultations sur l'avenir de la mission de maintien de la paix, la MONUSCO, dont le mandat doit être renouvelé à la fin du mois de juin. La responsabilité première de la mission est de protéger les civils. Les élections présidentielles et législatives congolaises sont prévues le 28 novembre 2011.

Les organisations exhortent en particulier le Conseil de sécurité à lutter contre la menace de la LRA, le groupe rebelle ougandais à l'origine de l'une des insurrections les plus longues et les plus brutales au monde.

« C'est le travail du Conseil de sécurité d'assurer que les ressources déjà insuffisantes ne sont pas détournées de la tâche essentielle de protection des civils de la MONUSCO », a déclaré Kirsten Hagon, responsable d'Oxfam à New York. « La mission a aussi urgemment besoin de ressources additionnelles afin de réduire au maximum de potentielles violences liées aux élections. »

Depuis septembre 2008, la LRA a tué près de 2 400 civils et en a enlevé plus de 3 400, dont un grand nombre d'enfants. La LRA opère en République centrafricaine, dans le Sud-Soudan ainsi que dans le nord de la RDC, où au moins 107 nouvelles attaques ont eu lieu depuis le début de l'année. Plus de 400 000 personnes ont été déplacées à cause de la LRA à travers cette région africaine isolée, avec un accès limité ou inexistant à l'aide humanitaire.

Malgré la menace que représente la LRA pour les civils, moins de 5 pour cent des troupes de la MONUSCO sont déployées dans des zones affectées par la LRA. La LRA est responsable du déplacement en RDC d'environ 340 000 personnes qui ont fui leur domicile - soit près d'un cinquième des déplacés internes en RDC, dont le total dépasse 1,7 million. Aucun Casque bleu n'est présent dans le district du Bas-Uélé, dans le nord de la RDC, où certaines des pires attaques de la LRA ont eu lieu et où opérerait le chef de la LRA, Joseph Kony.

« La MONUSCO est bien consciente du problème de la LRA, mais n'a tout simplement pas assez de ressources ni de personnel mobilisés pour la protection des civils exposés aux attaques de la LRA », a souligné Paul Ronan, directeur du plaidoyer à Resolve. « Pour le Conseil de sécurité, ce serait renoncer à son devoir que d'échouer à contrer la menace de la LRA. »

Les organisations appellent le Conseil de sécurité à orienter la mission des Nations Unies en RDC de façon à augmenter d'urgence le nombre de troupes de maintien de la paix présentes dans les zones affectées par la LRA, à améliorer la coordination transfrontière, et à déployer des ressources et du personnel sénior efficaces pour protéger les civils. Les organisations exhortent également le Conseil de sécurité à coordonner ses efforts pour lutter contre la menace de la LRA avec l'Union africaine.

En plus des attaques continuelles de la LRA dans le nord de la RDC, les provinces des Kivu dans l'est font l'objet de niveaux élevés de violence, incluant des tueries et des viols, en grande partie perpétrés par le groupe rebelle Hutu rwandais, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), ainsi que par d'autres groupes armés et par des soldats de l'armée nationale congolaise, dont ceux récemment intégrés du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et d'autres groupes armés. Alors que le Conseil de sécurité cherche à répondre aux risques liés aux attaques continues de la LRA et aux élections à venir, les organisations l'exhortent à faire en sorte qu'aucune ressource ne soit détournée des activités de protection, cruciales dans cette région dangereuse.

Reconnaissant que la mission des Nations Unies sera appelée à soutenir les élections, logistiquement et par d'autres types d'appuis, les organisations ont appelé également la MONUSCO à aider à faire en sorte que ces élections soient équitables et à fournir une sécurité aux votants, à la société civile, aux médias et aux candidats politiques.

« L'ONU ne peut pas se permettre d'être associée à des élections frauduleuses ou violentes en RDC », a affirmé Anneke Van Woudenberg, chercheuse senior sur l'Afrique à Human Rights Watch. « La MONUSCO doit renforcer son rôle dans le processus électoral afin de minimiser les violences liées aux élections et d'agir rapidement pour protéger les votants et les candidats d'une attaque. »

Les organisations exhortent la mission des Nations Unies à établir rapidement une unité de surveillance consacrée à documenter les violences liées aux élections, notamment les attaques et menaces faites aux candidats politiques et à leur supporters, aux journalistes et aux défenseurs des droits humains. De telles attaques ont été fréquentes pendant et immédiatement après les élections de 2006 en RDC.

Dans son rapport du 12 mai, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a informé le Conseil de sécurité que 100 incidents relatifs à des attaques contre des opposants politiques, des journalistes et des défenseurs des droits humains avaient déjà été signalés à la MONUSCO ; il a exprimé sa « grave préoccupation » au sujet des violences liées aux élections.

« Nous avons besoin que la MONUSCO ait les moyens d'intervenir quand des défenseurs des droits humains ou des journalistes sont attaqués, au lieu simplement de ne rien faire », a insisté Jérôme Bonso, responsable d'Agir Ensemble pour les Élections Transparentes et Apaisées (AETA). « Des élections équitables et libres, sans violence, sont la seule façon de sortir la RDC du conflit vers un futur plus stable. »

Documents utiles : [Note de recommandations au Conseil de sécurité sur le renouvellement du mandat de la MONUSCO](#)

[Lettre ouverte au Conseil de sécurité](#)

[Plus d'informations sur les attaques récentes de la LRA et les échecs de protection des civils](#)

Organisations signataires de ce communiqué :

Organisations internationales 1. Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (AEDH) 2. Bonn International Center for Conversion (BICC) 3. Cosi 4. Deutsche Welthungerhilfe 5. Ecumenical Network Central Africa (OeNZ) 6. ENOUGH Project 7. EurAc : The European Network for Central Africa 8. Fédération Internationale des Ligues de Droits de l'Homme (FIDH) 9. Global Centre for the Responsibility to Protect (GCR2P) 10. Human Rights Watch 11. International Rescue Committee 12. Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) 13. Oxfam 14. Réseau France - Afrique Centrale (Réfac) 15. Resolve 16. Save the Congo 17. Society for Threatened Peoples 18. Trocaire

Organisations congolaises 19. Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture au Nord-Kivu (ACAT/NK) 20. Action pour la Promotion et la Défense des Droits des Personnes Défavorisées (APRODEPED) 21. Action Sociale pour la Paix et le Développement (ASPD) 22. Agir Ensemble pour les Élections Transparentes et Apaisées (AETA) 23. Assistance Judiciaires aux Vulnérables (AJV) 24. Association des Jeunes Engagés pour le Développement et la Santé (AJDS) 25. Blessed Aid 26. Bureau pour le Volontariat au Service de l'Enfance et de la Santé (BVES) 27. Campagne Pour la Paix (CPP) 28. Centre d'Etudes et de Formation Populaire pour les Droits de l'Homme (CEFOP/DH) 29. Centre de Promotion Socio-Sanitaire (CEPROSSAN) 30. Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO) 31. Centre pour la Justice et la Réconciliation (CJR) 32. Centre pour la Paix et les Droits de l'Homme (CPDH) 33. Child Protection Consulting Group (CPCG) 34. Collectif ALPHA UJUVI 35. Commission Catholique Justice et Paix de Dungu 36. Défense et Assistance aux Femmes et Enfants Vulnérables en Afrique (DAFEVA) 37. Encadrement des Femmes Indigènes et des Ménages Vulnérables (EFIM) 38. Groupe Justice et Libération (GJL) 39. Groupe Lotus 40. Ligue pour la Défense et la Vulgarisation des Droits de l'Homme (LDVDH) 41. OLAME Centre 42. Renaissance Africaine - Sud Kivu 43. Réseau d'Initiatives Locales pour un Développement Durable (REID) 44. Solidarité des Volontaires pour l'Humanité (SVH) 45. Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) 46. Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles (SFVS) 47. Synergie pour l'Assistance Judiciaire aux Victimes de Violations des Droits Humains au Nord-Kivu (SAJ)

<http://www.fidh.org/RDC-Ameliorer-la-protection-des-civils-avant-les>